

MAINTENANT, ON FAIT QUOI ?

La collection *Le Monde en soi*
est dirigée par Denis Lafay

Denis Lafay

Maintenant, on fait quoi ?

Préface de Cynthia Fleury

Postface de Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2020
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4024-5

éditions de l'aube

Préface
Un tout premier moment de recul

Cynthia Fleury

Penser l'événement collectif, à l'instant t du déroulement, est nécessaire et impossible. Il faudrait avoir la patience, la sagesse – à moins que cela ne soit l'absence de générosité et de responsabilité –, pour attendre d'avoir raison, le temps passant et produisant son travail révélateur. Là, nous avons été généreux et idiots, responsables et perdus, tâtonnants, fébriles, simplement « dedans », dans le maelström, à chercher les issues, les perspectives, le sens, les leçons. Tout le monde sait qu'il va falloir quelques années pour les tirer, et encore davantage pour les apprendre.

Néanmoins, il s'est joué dans ce moment réflexif et de sidération commune, déjà, un exercice de narration collective. Quantité de journaux de confinement sont désormais à disposition, prêts pour l'analyse secondaire, pour traquer les vécus de chacun, comprendre les mouvements psychiques, les tentatives d'échappée, comprendre les vies confinées et déconfinées, les lignes de front, premières, deuxièmes, troisièmes... Un exercice d'écriture collectif, à l'échelle de la planète, qui peut grandement participer d'un retour d'expérience.

Ensuite, comme souvent, dans l'inédit, les choses ne sont pas si nouvelles. Elles étaient en sommeil, latentes ; certes, personne, ou presque, n'avait anticipé l'arrêt, cet usage-là du politique dans nos sociétés, alors même qu'on lui nie toute puissance. Là, cet arrêt a pu être décidé, posé, imposé même, avec un tel consentement

Ces dialogues et tribunes ont été réalisés du 19 mars au 11 mai 2020, pendant la période du confinement, et sont présentés par ordre chronologique de réalisation.

qu'il faut vraiment prendre le temps de comprendre de quoi il est le nom : est-ce un consentement à la responsabilité collective ? Est-ce un consentement au liberticide, car la seule peur universelle est celle d'un réel de la mort, fantasmée comme proche ? Quelle est la combinaison de ce mélange entre le rationnel et l'irrationnel ? Quelle est la part de projection fantasmatique dans la prise de décision collective, et surtout dans son assentiment ?

Avec le temps, nous saurons quelle a été la vérité de cet état d'exception, et si le danger de sa banalisation est fondé. Il est certain que nos sociétés ne veulent plus « mourir » plus que nécessaire. Chacun sait qu'il va mourir, et chacun fait son maximum pour retarder l'appel, pour jouer un instant de plus avec l'illusion d'immortalité. Notre vie est ce jeu avec l'immortalité. Que la mort ne puisse se regarder en face, nous le savons, de La Rochefoucauld à Freud, en passant par l'âme de chacun d'entre nous. La question n'est donc pas celle-ci. La question est de savoir jusqu'où le déni de la mort nous protège, jusqu'où il permet de vivre pleinement la vie. Or, de nouveau, nous avons fait l'expérience de l'indivisibilité de la vie, seule protectrice de la vie humaine au sens d'humaniste. Diviser la vie, prioriser systématiquement la vie biologique par rapport à la vie culturelle, philosophique, relationnelle, démocratique, économique, nous rend plus vulnérables encore. Diviser la vie, et la mort pénètre avant l'heure, rongant chaque moment par l'angoisse qu'elle diffuse, et par les libertés qu'elle entrave.

Le moment de *literacy* proposé a été également source d'enseignements : d'un côté, l'infodémie, la prolifération d'informations non validées, alternant faits alternatifs et conspirationnisme, flirtant par micro-intervalles avec le vrai ; de l'autre, les sites de préprint, des communautés scientifiques sous l'œil, davantage à l'air libre, une vue des rapports science-société en accéléré, les sites, dits « ouverts », de vérification scientifique alertant sur les failles des méthodologies. Qu'est-ce que faire de la science en temps accéléré ? Comment celle-ci est-elle précisément une épistémologie structurée autour des incertitudes ? Comment,

demain, assister aux controverses scientifiques sans mettre en danger leur esprit et la qualité de leur *disputatio* ? En contexte de haute compétitivité, d'accélération et de disparition des espaces-temps traditionnels, comment « faire » de la science, et comment l'articuler à cette intelligence collective se manifestant chaque jour davantage ? Quel est donc le statut épistémique de ce savoir en train de se faire ? Jusqu'où participe-t-il à la stabilisation de l'esprit critique, à sa robustesse, et, plus généralement, comment définir ce lien qui se joue avec l'État de droit, avec la démocratie ? En choisissant de procéder ainsi, à ciel ouvert, affaiblissons-nous la science, ou, à l'inverse, construisons-nous des protocoles de véridiction plus efficaces et équitables ?

Il y a aussi un autre territoire, relevant d'une géométrie nullement nouvelle, mais désormais plus majoritaire dans l'usage : ce « plan », dimensionnel, créé par le présentiel et le distanciel, ou ce qu'on appelle le « télé-présentiel » : partout l'usage s'est imposé, télé-travail, télé-consultation, télé-enseignement, télé-formation... Là encore, il n'y aura pas substitution, mais il est assez certain que chacun va vouloir agencer sa propre combinaison, et l'enjeu va être de respecter cela, soit ce désir de rendre poreuses certaines frontières, pourtant protectrices, sans renforcer la surveillance généralisée et liberticide. Car l'envie est grande de faire avancer la bien(sur)veillance et de traquer – pour le bien des hommes, leur santé, leur sécurité – ce qui est encore défini comme une liberté et un droit de l'homme.

Dans cet ouvrage, les dialogues et les tribunes conduits par Denis Lafay avec Abdénour Aïnséba, Claude Alphandéry, Nicolas Baverez, Karol Beffa, Azouz Begag, Salomé Berlioux, Gilles Boeuf, Jean-Marie Cavada, Boris Cyrulnik, Isabelle Delannoy, François Dubet, Clara Gaymard, Serge Guérin, Roger Guesnerie, Axel Kahn, Étienne Klein, Hervé Le Bras, Dominique Méda, Pascal Perrineau, Pascal Picq, Jo Spiegel, Jean Viard et Michel Wieviorka nous dessinent ces premières ruptures entre le monde d'avant le Covid-19 et celui d'après. Ils nous offrent un tout

premier moment de recul, alors même que nous sommes encore embarqués dans ce temps *covidien*. Ils nous permettront peut-être de mieux orienter collectivement nos actions, en étant plus conscients des failles systémiques que nous venons de vivre.

Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste, est professeur titulaire de la chaire Humanités et santé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Introduction
Maintenant, je fais quoi ?

Denis Lafay

La feuille blanche. La «véritable» feuille blanche, non pas celle du néant ou de la vacuité, mais celle qu'on pourrait noircir des jours durant sans s'interrompre. Une feuille blanche sans trame ni direction tracées, sans cadre ni aboutissement circonscrits, une feuille que blanchissent l'écheveau d'hypothèses, le foisonnement d'itinéraires possibles, l'éparpillement des voix et des voies – souvent antagoniques. Comment trier et organiser l'inspiration quand le *moment sidérant* du confinement qui s'achève a livré une telle éruption d'émotions et de réflexions, quand le *moment incertain* du déconfinement progressif libère un flot si inédit d'interrogations, de peurs, d'espérances, quand le *moment imprévisible* d'un automne, d'une année, d'une décennie, d'un siècle à venir, est à ce point illisible ? L'*évidence*, qui caractérise l'axiome, est une propriété révolue. S'est imposé à elle, et vraisemblablement pour longtemps, l'*aléa*, l'*inconnu*, qui au plus fort de la gestion de la crise ont mis en lumière ce qui distingue et même isole l'exercice de la science de l'exercice politique : l'*incertitude* est intrinsèque au premier, elle est péril pour le second.

Pour ne retenir que la dizaine de semaines séparant l'écriture de cette introduction de sa parution, l'éventail des conjectures étourdit le rédacteur. Une seconde vague est-elle probable ? Emmanuel Macron a-t-il scellé un pacte républicain, désigné un nouveau Premier ministre, convoqué un gouvernement d'union ? Le «nouveau chemin» qu'il augure, à quel projet de société, à quels véritables moyens – démocratiques, institutionnels,

financiers – l’amarre-t-il ? De quelle ampleur sont les premières manifestations de l’effondrement du tissu industriel, économique et financier ? Mesure-t-on déjà les dégâts collatéraux, invisibles car intimes et disséminés, qu’a provoqués, de manière souvent sournoise, un confinement synonyme chez beaucoup de deuils impossibles, de promiscuité intolérable, de barrière physique déroutante, de panique professionnelle, d’ennui, de peur, de solitude ? Au chaos social, à l’embrasement des inégalités, à la paupérisation des populations déjà vulnérables, au vertige qui saisit sept cent mille jeunes diplômés en quête d’un premier emploi, la riposte des dispositifs publics et des amortisseurs institutionnels semble-t-elle adaptée ? Les séquelles redoutées d’une longue période qui tour à tour a assimilé chaque « autre », y compris ceux qu’on aime, à une menace physique, a ordonné (et banalisé) la distanciation corporelle et donc émotionnelle, a garrotté l’offre médiatique – information uniformisée, obsédée, comptable, polémique, sensationnaliste, anxigène, information qui ignore les autres actualités, comme celle des millions de réfugiés politiques et exilés humanitaires encampés dans de cruelles conditions –, se sont-elles confirmées ? L’inflammation judiciaire frappant le sommet de l’exécutif se propage-t-elle à l’ensemble de l’armature institutionnelle et démocratique ? Commence-t-on de cerner l’évolution, peut-être les révolutions durables auxquelles l’« événement » confronte l’organisation du travail, la nature des métiers, le dialogue social, la gouvernance des entreprises, l’avenir des filières ?

Et un peu plus loin qu’au crépuscule de l’été, au-delà aussi des frontières de la France : comment, quand, par qui, les centaines de milliards d’euros débloqués ou garantis par l’État pour éviter l’asphyxie de l’économie seront-ils assumés ? Les programmes de relance promettent-ils de ressusciter la solidarité au sein de l’Union, ou d’aggraver sa dislocation ? De réveiller, ou d’assommer la volonté et le sentiment d’être Européen, la confiance en l’Europe ? De juguler, ou d’enfiévrer l’excitation souverainiste et l’épouvantail sécessionniste ? D’émousser la vague brune, ou d’affermir les doctrines isolationnistes, protectionnistes, nationalistes,

populistes ? À quelques encablures du scrutin présidentiel qu’il aborde en électrisant, en lacérant, en fracturant plus encore la société américaine et la communauté internationale, Donald Trump, opposé à un Joe Biden cloîtré dans sa fadeur et son grand âge, avance-t-il renforcé, ou atrophié ? Du Brésil à la Turquie, de l’Inde à la Russie ou à la Hongrie, des régimes démocratiques vacillants se sont-ils saisis de la crise et d’une diplomatie internationale statufiée pour progresser dans leur cheminement illibéral, voire despotique ? L’arraisonnement par la Chine des derniers espaces de liberté à Hong Kong aurait dû *sonner le tocsin* ; il a, symboliquement, *sonné le glas*, celui d’une communauté internationale captieuse qui a sacrifié l’idéal universaliste et a substitué au langage du multilatéralisme le lexique de la fragmentation, la rhétorique de l’affrontement, la dialectique de la systématisation et de l’exacerbation des rapports de force. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian pouvait confier sa « crainte que le monde d’après ressemble au monde d’avant, mais en pire¹ ». C’était le 20 avril, au moment où pourtant la pandémie culminait et donc additionnait davantage que dissolvait les forces – scientifiques, médicales, politiques.

Voilà une dizaine de questions choisies parmi des milliers, toutes aussi fondamentales, qui se posent aux États, aux nations, aux institutions, aux citoyens. À chacun. Les questions, elles sont quelques centaines d’autres qui charpentent cet ouvrage, composant vingt-trois dialogues ou tribunes réalisés pendant le strict temps du confinement avec des femmes et des hommes sociologues, scientifiques, philosophes, politiques, anthropologues, historiens, politologues, entrepreneurs, économistes, artistes. Cette réclusion, ils l’ont traversée dans des conditions matérielles plutôt agréables, ils l’ont éprouvée aux extrémités de l’échelle émotionnelle et affective ; du « recentrage sur l’essentiel » à « la peur » que s’évanouissent inspiration et créativité, de l’extatique « voyage

1. Châtelot, Smolar & Bensimon, 2020. Le lecteur trouvera un index des références citées en fin d’ouvrage.

intérieur» à l'indicible deuil d'un proche parent. Dans cette parenthèse existentielle, dans cette pause suffisamment longue pour laisser la pensée flâner, vagabonder et mûrir, dans ce temps non pas suspendu, interrompu ou soustracteur mais au contraire *sécréteur*, tous ont cultivé l'opportunité de s'aventurer. L'exploration avait pour terrains leur âme, leur conscience, leur spiritualité, leur raison d'être et de faire, le rapport intime et extrinsèque, mais aussi «toute» la planète qui endurait la même déflagration, et cette lente infusion a profité à la quintessence de leurs observations. Dans ces pages, ils ne «se racontent» pas le temps de la claustration, ils partagent des réflexions et des expertises, des doutes et des enseignements, des convictions et des espérances destinés à imaginer la civilisation en résilience. Imaginer, c'est-à-dire tour à tour *rêver* et *redouter*. Ils débattent d'économie, de démocratie, de travail, de capitalisme, de libéralisme, de (dé)mondialisation, de gouvernance, d'Europe, de territoire, de (géo)politique, d'État, d'entreprises, de (dé)croissance, ils débattent d'éthique, de *care*, de mort, de vie, de guerre, de famille, de liberté, de temps, de progrès, d'inégalités, d'écologie, ils débattent de peur, d'amour, de bienveillance, d'empathie, d'intégrité, de courage, ils débattent de luttes, d'héroïsme, de créativité... et d'espérance. Ce copieux abécédaire n'est ligoté à aucun conditionnement doctrinal, n'est pas terré dans des dogmes, n'épouse pas de postulat idéologique. Les thèmes forment une mosaïque bigarrée, les approches intellectuelles modèlent un assortiment de théories kaléidoscopique, au croisement desquelles cette espérance qui irrigue la confiance et autorise l'avenir n'est jamais absente. Oui, s'il est un fil conducteur commun à ces vingt-trois entretiens et tribunes, c'est que leurs auteurs insufflent des raisons de *croire*, pour qui juge que la santé de la Terre et celle de l'humanité exigent un traitement plus radical que... l'hydroxychloroquine.

Chacune de ces consciences de tous âges, de toutes disciplines, de toutes obédiences, est en résistance *contre*, en combat *pour*. Voilà la courroie qui les fédère et s'offre au ralliement des lecteurs. Elles *sont* ce que cet ouvrage *est* : un acte «militant», en faveur d'une humanité invitée à, ou plutôt sommée de penser et bâtir

«autrement», l'adverbe signifiant singularité, audace, rupture, mais aussi générosité, altruisme, justice. L'ensemble mêle colères et préventions, auscultation et engagements, mais n'est jamais prophétique ; il compose simplement un récit, dessine une perspective, propose des clés de compréhension qui ont fermenté dans cinquante-cinq jours d'isolement. Aucune leçon dans ces tribunes et ces entretiens, aucune exhortation péremptoire : seulement une «matière», que chaque lecteur est libre d'évaluer, de critiquer, de malaxer et de faire fructifier au profit de son exercice de la *responsabilité*, une matière pour cheminer avec discernement, pour débroussailler l'épais maquis surgi de la débâcle économique, sociale et politique, pour déjouer les nombreux pièges dissimulés dans le trouble marécage. Pour élucider le lacs labyrinthique. «Le moment d'une opportunité sans précédent depuis la Libération est venu, il est temps de s'emparer de l'esprit de la Résistance» : cet appel du président d'honneur de France active Claude Alphanéry aux fins de défricher un nouvel idéal fait écho au «retour, bienvenu, du tragique» salué par Pascal Perrineau et susceptible d'écrêter la vanité, l'arrogance, l'anthropocentrisme qui ont intoxiqué l'*humanité*.

Ce printemps aura été celui d'un feu d'artifice de promesses et d'espoirs. Le «monde d'après» se réenchante, clamait-on, les manifestes augurant une communauté des hommes lavée de ses scories consuméristes et de ses démons individualistes pulvulaient, le serment d'aligner son comportement individuel et le modèle économique et productif sur les injonctions écologiques dominait. Nous allions mettre fin à l'épuisement, à l'exténuation de la Terre vivante dont nous nous étions rendus coupables. La planète ne saurait être notre mausolée, et la bataille contre les écocides était promise à la victoire. «Solidarité», «bienveillance» et «fraternité» formaient l'ossature civilisationnelle en devenir, et d'ailleurs, ne concluait-on pas chaque échange verbal ou écrit d'un emblématique «Prenez soin de vous» – sa systématisation deviendra vite insupportable. Le sort des professionnels de la santé, qui croupissait dans l'indifférence et le silence, était placé en tête des

priorités. Les métiers communément aux oubliettes de la reconnaissance sociale et pécuniaire, et qui, pendant le confinement, s'étaient révélés si courageusement exercés et si déterminants dans le fonctionnement de la société, allaient être salués – Emmanuel Macron n'avait-il pas affirmé que « les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune » ? Quelques mois plus tard, qu'en reste-t-il ?

« Quand, en plein confinement, j'ai vu ces familles patienter trois heures pour s'empiffrer de hamburgers dans un célèbre fast-food, j'ai compris que ce "monde d'après" n'était pas près d'éclore », synthétise le paléanthropologue Pascal Picq. Il est souvent utile de solliciter de « simples » faits, qui par capillarité font instruction. L'image de masques de protection largués sur les trottoirs ou flottant à la surface de la mer, celle de détritris salissant les berges des fleuves, témoignent que la vague de « bonne conscience » s'est rapidement fracassée sur le ressac de l'incivilité et de l'a-citoyenneté. L'incrédulité « morale » est aussi économique. En Allemagne, *patrie* de la cogestion, *exemple* de la pondération capitaliste, les gouvernances de BMW, de Volkswagen et de Daimler annonçaient dès le 10 avril vouloir verser 7,5 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires... tout en recourant massivement (vingt mille salariés pour BMW) au chômage partiel financé aux deux tiers par l'État fédéral. Le 5 mai, quatre-vingt-dix patrons de grands groupes français appelaient solennellement à « placer l'environnement au cœur d'une relance économique » qui soit « verte, inclusive » et empreinte de « justice sociale ». Parmi eux, Thomas Buberl, directeur général d'AXA, sourd aux cris de détresse des restaurateurs venus réclamer la prise en charge, même partielle, de leur perte d'exploitation, mais déterminé à rémunérer, dès juillet, entre 1,7 et 3,5 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires ; ou encore les familles Arnault et Bolloré qui concomitamment entérinaient l'acquisition – le PDG de LVMH pour 100 millions d'euros – d'actions destinées à sauver leur « ami » Arnaud Lagardère de l'opaque situation capitalistique et du lourd endettement personnels dans lesquels

il était embourbé. Lors de l'assemblée générale de Total, qui se tint à la fin de ce même mois, une résolution sur le climat déposée par un groupe de onze investisseurs fut étudiée ; elle fut rejetée par près de 84 % des actionnaires, illustrant le (long) chemin restant à parcourir pour que les items *libéralisme* et *responsabilité, justice, équité*, de nouveau – comme c'est inscrit dans l'ADN du libéralisme élaboré au XVIII^e siècle – s'harmonisent. Quant aux Gafam – Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, sans oublier Twitter et Tesla, et la constellation de serfs qu'ils dilatent sans limites –, ils allaient très tôt apparaître comme les principaux triomphateurs : à la faveur de la pandémie, ils ont su habilement chloroformer leur adversité et amadouer l'opinion publique en contribuant à la gestion de la crise sanitaire (géolocalisation, *tracing*) et en « s'héroïsant » grâce à une stratégie de dons ingénieusement orchestrée, ils ont étendu leur emprise sur la capture des données personnelles, notamment dans le champ si sensible de la santé, ils peuvent engloutir les proies livrées par la crise et accroître leur suprématie, ils accélèrent la dématérialisation de l'économie et l'avènement du capitalisme numérique présagé par l'économiste Daniel Cohen (Reverchon, 2020). Début juin, la capitalisation boursière d'Amazon atteignait 1 200 milliards de dollars, et avait bondi de 30 % depuis le début de l'année. Un nouveau capitalisme aux manifestations stupéfiantes : c'est par un message de trois minutes diffusé *via* l'application Zoom que la directrice clientèle d'Uber annonçait le 18 mai, en interne, le licenciement immédiat de trois mille cinq cents collaborateurs... Indiscutablement, le capitalisme, dans ses expressions incendiaires, polarise l'examen de la pandémie.

Et puis ce poignant message, cette louable interpellation : « La vie nous invite parfois à réaliser la portée de ce qu'on fait. Rester en liens, changer le quotidien, s'inventer d'autres lendemains, se rassembler, partager, protéger, préserver, rêver et s'engager à faire du monde connecté un monde de liens, plus solidaire, plus humain. Ensemble, on peut vraiment changer les choses, en n'oubliant jamais que le plus beau de ce qu'on fait, c'est ce que vous en faites, c'est ce que le monde en fait. » Cette

déclamation, égrenée par une douce voix et plaquée sur une sobre et mélodieuse partition pianistique, formait le commentaire d'un court film. Les images, selon une séquence ralentie, mettaient en scène des émotions éprouvées durant le confinement, pleines de sourires, d'espérances et de gravité, comme ces applaudissements sur les balcons des immeubles le soir à 20 heures en hommage au personnel soignant. L'objet était-il de sensibiliser les spectateurs à quelque précieuse fondation au chevet des pauvres, des exclus, des victimes invisibles de la pandémie ? Non. Ce concentré de poncifs obséquieux et cauteleux, au milieu duquel s'intercalaient insolemment des scènes joyeuses et fraternelles sur un lieu de travail, promouvait l'effigie... d'une enseigne de distribution de matériel de hi-fi et d'électro-ménager, Boulanger (2020). C'était le 31 mai. Ce type d'agissements spécieux allait très vite proliférer sur les canaux publicitaires. Quelques semaines avaient suffi pour que le pouvoir marchand et ses invariants – son cynisme, sa duplicité et ses ressorts marketing qui instrumentalisent les consciences et aliènent les comportements – reprennent les commandes du gouvernail. N'en jetez plus. Le sociologue Jean Ziegler peut l'affirmer : « le capitalisme tue » (Mermet, 2018), aux sens propre et figuré, à tout le moins le « capitalisme de rente et de prédation » anathématisé par l'historien et économiste libéral Nicolas Baverez.

Oui, au moment où j'achève cette introduction, au moment où ces tribunes et ces dialogues sont lus, que reste-t-il du printemps 2020 ? Le virus s'est peut-être assoupi, voire éteint, l'événement pandémique n'étant plus alors qu'un souvenir s'évaporant, un souvenir déchirant pour ceux qui furent meurtris, mélancolique ou joyeux pour d'autres, un souvenir pour longtemps convulsif chez ceux dont l'emploi, l'entreprise, les conditions sociales, la situation affective, ont chaviré. Une simple parenthèse déjà inhumée dans la mémoire de ceux que la pandémie a épargnés, une colère inextinguible chez ceux qu'elle a maltraités ou dévorés. « La bourse ou la vie », titrait finement *Libération* le 30 avril (Sardier & Blin, 2020). Fallait-il sauver les vies « quoi qu'il en coûte », comme s'y engagea le 12 mars Emmanuel Macron ? Quelle folie,

enragent ses adversaires, s'est donc emparée des gouvernants pour décider de ruiner l'économie de la planète en réaction à un coronavirus somme toute modérément létal et qui a frappé une population « peu utile » : âgée, déjà malade, coûteuse, ou pauvre ? Oui, pourquoi en avons-nous « trop fait », fulmine une – grande ? – proportion de l'opinion ? Le principe de précaution, l'aversion endémique au risque, nous ont-ils tétanisés, sclérosés, nous ont-ils plongés dans la cécité ? La valeur du soin depuis déjà longtemps balayée par celle de la santé, le culte de cette dernière a-t-il entraîné l'opinion publique, et donc son porte-voix politique, dans la déraison morale ? Extra-ordinaire défi éthique, mise en tension extrême du double choix économique et éthique. Mais au final, oubli chez les uns, sidération chez les autres, et pour tous le « retour à la normale » grâce au pouvoir abrasif de l'économie de marché, aux invincibles et maléfiques mécanismes du néolibéralisme, aux attributs rapaces du capitalisme financier qui arasent les audaces, sabotent les alternatives et concassent méthodiquement les indocilités, les insoumissions, les justes transgressions. L'essayiste collapsologue Pablo Servigne exagère-t-il lorsqu'il assimile la pandémie à « une crise cardiaque générale » ourdie par des politiques néolibérales « criminelles » qui ensanglantent dans l'impunité le « bien commun » (Garric, 2020) ? Rappelons-nous : après la crise financière elle aussi planétaire et systémique de 2008-2009, que n'avait-on pas professé ? « Plus jamais ça ! » était promis, juré, jusque sur la scène du forum de Davos. On sait ce qu'il advint. Philip Mirowski n'est pas davantage confiant aujourd'hui ; le philosophe américain de la pensée économique redoute qu'en 2020 « le camp néolibéral, organisé par nature, tire profit de l'événement pandémique » et enraine plus profondément encore son hégémonie, comme il y était parvenu pendant la décade qui vient de s'achever (Celnik, 2020).

Comment, dans un tel bruit, faire entendre la voix du sociologue Edgar Morin appelant à la « détoxification de nos modes de vie » (Le Bailly & Courage, 2020) ?

L'événement pandémique doit être l'occasion d'une « épreuve de vérité », juge, avec raison, l'historien Marcel Gauchet (Royer, 2020). Une épreuve de vérité sur la salubrité de la nation, sur celle de l'État, sur celle du squelette organisationnel et démocratique, une épreuve de vérité, complète le dirigeant Abdénour Aïnséba, aussi pour « toute entreprise et tout entrepreneur ». Que nous apprend-elle ? Surtout, que sommes-nous prêts à apprendre d'elle ? La grande prudence doit prévaloir. Si *tout, ou presque*, de cette crise, symptomatique de l'ivresse du monde, dicte d'engager une transformation, *tout, ou presque*, des itinéraires qui y mènent s'enfoncent dans l'impasse. Le « monde d'après » pourrait être plus sombre, régressif et conventionnel, il pourrait être le prolongement, voire la consolidation du « monde d'aujourd'hui ». Tout individu est d'autant moins enclin à affronter les risques, les doutes, les écueils, les peurs, consubstantiels de la disruption, qu'il s'extrait, chancelant, de la crise épidémique, anxiogène, et même funèbre, pour affronter une autre crise, celle-là économique et sociale, en réponse à laquelle convoquer les outils connus, les mécanismes éprouvés, les raisonnements habituels est naturel car rassérénant. La tentation, mais aussi – il faut être clairvoyant – le recours le plus spontané face au désastre soudain et tentaculaire, est de cauteriser dans l'urgence avec les médications à disposition, quitte à générer des effets secondaires qui se révéleront pires que la plaie momentanément cicatrisée. L'éventail des illustrations est illimité.

Un cours durablement bas du pétrole favorisera l'usage des énergies fossiles, pénalisant la transition énergétique et accélérant le délitement climatique. Promouvoir les circuits courts et une dose mesurée de patriotisme économique n'est pas aisé quand la globalisation, la division mondiale du travail, l'hétérogénéité des exigences sociales ou environnementales, distordent les règles concurrentielles ; ainsi, aux commerçants minés depuis deux ans par les cortèges des Gilets jaunes, les manifestations et grèves liées à la réforme des retraites, la pandémie, et maintenant une crise « philosophique » – et structurelle, par le truchement des ventes en ligne – de la consommation, peut-on décemment demander d'interrompre leurs importations de Chine au profit d'artisans textiles de

Bretagne ? Les constructeurs automobiles précipités dans la dépression peuvent-ils relocaliser la production des composants de leurs véhicules sans renchérir substantiellement le prix des voitures et décourager une population appauvrie ? Et puis, s'il peut être audible de plaider la démondialisation, le patriotisme et la relocalisation, en a-t-on examiné toutes les répercussions ? Ainsi, au nom de motifs autant moraux que pragmatiques – la (relative) stabilité politique des pays hier indigents qui tirent un profit émancipateur et social de la mondialisation –, veut-on porter la responsabilité d'expédier dans l'abîme des économies, et donc des populations, qui commencent tout juste d'entrevoir la lumière ? La responsabilité de faire émerger de nouvelles dictatures ? Des drames humanitaires épouvantables ? Des vagues migratoires et des périls idéologiques incontrôlables ? La solidarité est une valeur universelle, elle ne peut être pensée selon un mouvement concentrique qui en hiérarchise les destinataires. Elle constitue ou, plutôt, devrait constituer le rouage majeur de la mondialisation, laquelle est la juxtaposition de micro-(dés)équilibres interdépendants et indissolubles, une incommensurable et « formidable » – dans sa double acception étymologique, antithétique – compénétration. Le bien-être des Français n'est pas imperméable à la situation économique au Brésil, au régime politique au Maroc, au climat social en Inde. « Le bien de chaque être humain n'est-il pas, en fin de compte, notre bien à tous ? », s'interrogeait, en mars, l'auteur israélien David Grossman (2020).

Chaque habitant du monde qui avait entrepris un questionnement intime, voire un *aggiornamento* dans ce sens, peut mesurer l'extraordinaire puissance inertielle et même de résistance des systèmes qui régissent l'organisation politique, économique et financière – qu'elle soit domestique ou planétaire. Il saisit que le « monde d'après » idéalisé est une succession de « jours d'après » laborieux, qui pavent un sentier sinueux, cahoteux, jalonné d'embuscades. Ses vœux se confrontent à une situation – notamment sociale – volcanique, ses rêves se brisent sur le mur de la réalité. Inexorablement, jour après jour la fougue s'est érodée, l'espérance a tari, les stigmates purulent, et ce « jour d'après » que le chef de

l'État appelait dès le 16 mars l'ensemble de la nation à maçonner ressemble furieusement aux jours d'avant. En 1944, le Conseil national de la Résistance avait annoncé des « jours heureux » pour les décennies qui allaient suivre la Libération ; personne ne se hasarde aujourd'hui à une telle prédiction. Et ceux que la déflation printanière avait muselés sortent peu à peu du terrier, ragaillardis. Les ricanements des séides de l'orthodoxie néolibérale et de « l'hyper » – compétition, conquête, cupidité, puissance, accumulation, productivité, rentabilité, discrimination – sourdent, les élites qui ont sculpté un modèle coupable d'inégalités et de pillages insupportables raillent la « naïveté » de leurs adversaires et ont entrepris la « relance » dudit modèle avec les mêmes outils et selon les mêmes logiciens qui fomentent le lent suicide civilisationnel.

Chacun (ou presque) d'entre nous saisit qu'il est otage. Que ses aspirations sont otages. Que son éthique est otage. Otages d'un système holistique, d'une organisation générale *suffocantes* mais *inaltérables*. *Mortifères* mais *irrésistibles*. Schizophréniques. « Je ne veux plus d'un ordre que je sais délétère, je ne veux plus d'un diktat que je sais voué à me et nous perdre, mais je ne peux m'en défaire ; j'en dépends totalement, mon emploi, mon entreprise, mes revenus, mon endettement, les études de mes enfants, mes loisirs, ma situation sociale, mais aussi mes plaisirs – consommer, apprendre, se déplacer, voyager, se cultiver, etc. – lui sont subordonnés. Comment faire ? » s'est-on, pour nombre d'entre nous, interrogé à la faveur de l'événement pandémique. Au final, oui, « comment faire » pour que les odyssées introspectives et les songes fécondés au cours de ce printemps n'avortent pas ? Pour qu'une partie, *même* modeste, d'entre eux continuent de respirer, s'éveillent, s'épanouissent, grandissent, sédimentent, ramifient ? Pour que la chrysalide s'ouvre, *même* petitement ? Pour que les poisons, en premier lieu ceux qui vassalisent endogènement les consciences, reculent ? Pour que nous résolvions une partie des paradoxes en conclusion desquels *si* souvent nous arbitrons *si* « mal » ? Pour être debout, droit, sur l'étroit filin qu'on doit emprunter en fragile funambule. Qu'il semble inaccessible « d'être soi-même le changement que l'on veut voir dans le monde » (Gandhi)...

« L'inhumanité infligée à un autre détruit l'humanité en moi », confia Emmanuel Kant. La pandémie, qui sans distinction ou gradation s'est propagée, a tué et provoqué la faillite sur la planète, fait prendre conscience aux humains qu'ils composent une même humanité. Pour autant, cela va-t-il les convaincre d'être « meilleurs » dans leur humanité ?

Heureusement, la lumière crépite dans le ciel pesamment ennuagé, la citadelle *a priori* inexpugnable se lézarde, et il serait hérésie de ne pas considérer « aussi » ce qui semble changer.

Un matin d'avril, au plus fort du confinement, sur le bord d'une large avenue que j'arpentais, je croisai deux mendiants. Je leur tendis quelques pièces, ils me sourirent et me remercièrent. Dans leurs regards, je perçus une sorte de douce revanche, ou plutôt je les interprétais comme s'ils m'interpellaient sur une – parmi bien d'autres – défaillance éthique ; j'avais l'impression d'incarner à leurs yeux une société qui à ce moment-là subissait, éprouvait ce qu'elle inflige le reste du temps aux plus vulnérables : marginalité, isolement, solitude, invisibilité, exclusion. « Notre considération pour ceux que nous avons pris l'habitude de négliger, et même de mépriser, va-t-elle évoluer ? » me demandai-je. « Il est temps, il n'est que temps de retisser un lien de société dont la raison d'être est d'y inclure pleinement la fragilité. La fragilité est ce qui justifie une société humaine, et d'ailleurs une société qui s'efforcerait d'éradiquer la fragilité aboutirait sans doute à sa propre éradication », semble me répondre, plus loin dans le livre, le généticien Axel Kahn. Peut-on imaginer qu'il ne restera rien de la purge égotiste, de cette attention à l'autre, des manifestations de *care* que l'épreuve pandémique a fertilisées dans les familles, dans les quartiers, dans les entreprises, en France comme partout sur la planète ? Cette « matrice de base de la société » ainsi formulée par la philosophe et psychanalyste Cynthia Fleury, ce fameux « prendre soin de soi et d'autrui », le coronavirus aura constitué une opportunité inespérée de l'inoculer dans les consciences puis d'en tapisser un possible « nouveau projet politique de société ». On *est* lorsque chaque autre – toute espèce vivante, animale,

végétale, humaine – *est*, on *est* parce que l'on *reçoit* de l'autre et que l'on *donne* à l'autre, on *est* dans la considération réciproque, on *est* dans «l'interdépendance humaine» qui «guidera notre transition vers le monde de demain», assure le président de l'Institut Jacques-Delors, Enrico Letta. Bien sûr, cette disposition, inédite, à «l'autre», l'instinct de survie – économique, matérielle, financière –, et donc de repli, inhérent au marasme postépidémique l'estompe, peut même l'enliser. Il n'en demeure pas moins que chacun a pris conscience des multiples expressions du mot «vulnérabilité».

Vulnérabilité la plus intime – celle de son corps et de son âme, celle des personnes aimées, celle des voisins, celle des collègues de travail –, vulnérabilité du système économique, sanitaire, politique, financier mondial, vulnérabilité de la planète vivante, en miroir desquelles l'anthropologue Phillippe Descola peut affirmer que «l'homme est devenu un virus pour la planète» et préconiser une «politique de la Terre entendue comme une maison commune» (Truong, 2020) ; qui osera contester que le virus est un catalyseur de ces vulnérabilités et cristallise les maux civilisationnels ? La conscience de la vulnérabilité est précieuse pour comprendre, accepter, même cultiver ce qui est fragilité. La fragilité qui *est* et *fait* lien à partir duquel essaim «l'humanité des humains» chère à Paul Ricoeur. Le niveau de résilience et de maintien en humanité de tout système est lié à sa juste compréhension de la vulnérabilité. La brutale exposition, aujourd'hui, de *nos vies* à la vulnérabilité, la «découverte» de l'extrême vulnérabilité des systèmes ou des organisations *qui régissent nos vies*, peuvent aider l'humanité à recentrer son dessein sur l'essentiel : sa préservation, et sur un progrès de nouveau «sensé». «L'occasion est unique de créer des chemins de loyauté et de faire peuple», soutient le chef cuisinier Thierry Marx (Bernard-Bruls, 2020).

Par ailleurs, des prises de conscience – en matière de dépenses, de mobilité, de travail, de déplacements – ont fait irruption pendant la période de confinement et se confirment depuis ; vélos électriques, circuits courts, économie circulaire, consommation

responsable et de quartier, ont le vent en poupe. L'économie de marché fonctionnant en permanence sur l'articulation offre-demande, il est tentant de pronostiquer que la première évoluera dans le sens plus vertueux dicté par la seconde – un rapport de force rééquilibré qui a aussi pour théâtre l'entreprise, obligée d'intégrer dans sa politique de RSE (responsabilité sociale et sociétale des entreprises) et sa fameuse «raison d'être» activée par la loi Pacte, les exigences de ses salariés et de ses clients. La voracité, la force de frappe machiavélique de la «mauvaise» finance, avaient eu raison par la suite des ravages qu'elle avait elle-même déchaînés en 2007, et donc elle avait pu poursuivre en toute impunité ses méfaits ; parce qu'elle a frappé le plus indicible : notre chair, et donc nous confronte aux valeurs *absolue* et *relative* de la vie, la crise pandémique pourrait mieux résister aux invétérés démons. Les propriétés de ladite crise pourraient rendre incontestable une taxation exceptionnelle sur les hauts patrimoines et les gains du capital, sur les lauréats du jeu spéculatif et déréglé indécentement enrichis, elles pourraient amener à mieux aligner les intérêts individuels dans le sens du *bien commun*, favorisant ainsi de «remettre le marché à sa place», comme le suggère l'économiste Lucas Chancel (Normand, 2020), codirecteur avec Thomas Piketty et Emmanuel Saez du Laboratoire des inégalités mondiales (Paris School of Economics). La crise aura mis en lumière les vulnérabilités et les trésors du système de santé, elle aura mis en débat public et citoyen les conditions de sa délicate solubilité dans le modèle marchand, elle aura, à son aune, permis de réfléchir au périmètre de ce *bien commun*.

Et puis, si la «casse» sociale et humaine qui en résulte est effrayante, exigeant d'être particulièrement secourue par les pouvoirs publics, le naufrage de filières de l'économie nécrosées ou nuisibles, accélératrices de l'anthropocène, est nécessaire. Citons, par exemple, celle des paquebots de croisière, qui symbolisent un tourisme, un consumérisme, un mépris écologique, une massification et une uniformisation putrides. Celle aussi des métiers de l'ingénierie et de l'industrie de la finance prédatrice – à opposer à la finance utile –, et plus largement les *bullshit jobs* popularisés

par l'anthropologue David Graeber (2018). Également, certains secteurs de l'*entertainment* (parcs d'attractions abêtissants, centres commerciaux pluridisciplinaires gigantesques) et du sport. Ainsi, l'économie, artificielle, du football professionnel, théâtre d'expressions haineuses et racistes bestiales, de violences animales, pourrait vaciller. Qui aujourd'hui, à la lecture de la crise sanitaire mise en lumière par la pandémie Covid-19, peut encore tolérer que la rétribution obscène et même immorale d'une seule star du ballon rond corresponde à celle de cent professeurs de médecine ?

Au-delà des frontières, c'est l'Europe elle-même qui pourrait montrer l'exemple. Et comme cas pioché parmi d'autres : s'il est adopté par les gouvernements des vingt-sept nations, le plan de redéploiement européen de sept cent cinquante milliards d'euros, initié dans le sillage d'un accord historique Macron-Merkel – historique, car proposant de désindexer affectation et remboursement des subventions accordées aux pays –, consacrera une révolution culturelle ; il est conditionné à la mise en œuvre des priorités écologiques et sociales de l'Union, il intègre la taxation des transactions financières des géants californiens du digital et des *data*, il réveille une solidarité intra-communautaire et une vision fédéraliste que l'on croyait définitivement éteintes.

Ces premières réalités ou raisons d'espérer suffisent-elles ? Pour esquisser un contentement momentané, oui. Pour se réjouir durablement, non. Car il ne s'agit là que de pansements.

« L'Homme ne connaît pas d'autres intérêts que les siens », déclame Sage l'Ancien dans la lumineuse *Ferme des animaux* (Orwell, 1981 [1945]) ; l'Homme comme espèce humaine vis-à-vis de toute autre espèce vivante, mais aussi chaque Homme au sein de l'humanité des hommes. « Notre ennemi n'est pas le virus, mais nous-mêmes ; puisse-t-il provoquer l'électrochoc collectif dont nous avons besoin », veut croire le biologiste Gilles Boeuf, comme une réplique, soixante-quinze ans plus tard, à George Orwell.

Un électrochoc dont la clé de voûte est la sémantique et dont la pierre angulaire est la démocratie.

En effet, planète vivante et civilisation sont en besoin, et même en hâte d'une transformation sinon radicale, au moins en profondeur. Une transformation qui se fraye un passage entre écologisme tyrannique et molle transition écologique – « l'écologie nous divise bien plus qu'elle nous rassemble », rappelle fort justement le philosophe Pierre Charbonnier (2020)... jusqu'au sein même des chapelles censées l'incarner –, entre décroissance et obsession de croissance, entre frugalité et prodigalité, entre urgence et horizon, entre chimère et prosaïsme, entre idéal et simulacre, ce passage *alter* (capitalisme, croissance, mondialisation) évinçant la redoutable tentation *anti*. Une transformation qui privilégie l'appropriation à l'injonction, le ruissellement (soutenu) au déferlement, et la pédagogie à l'oukase, qui n'antagonise pas *pouvoir de vivre* et *pouvoir d'achat*, qui sollicite le rouage articulaire « social » bien exprimé dans le « Pacte » produit par l'ex-ministre Nicolas Hulot et le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger. Aujourd'hui, à la faveur des expérimentations qui se sont multipliées, il devient possible d'enchâsser par congruence des actes dans des concepts. Sobriété, raisonnable, croissance responsable, bien commun, convivialisme, justice, compromis, équilibre, concorde, bien-être, composent, parmi d'autres mots, un glossaire renouvelé, et promettent le reflux de l'*économisme*, ce despotisme moderne cuirassé dans la loi du chiffre qui régente tout ou presque de ce qui « fait société ».

L'heure n'est pas à la *re*-prise, il est apparu insuffisant de concevoir le devenir de la planète, celui de l'économie, de la coexistence entre les espèces vivantes, de l'humanité, des générations futures, par l'usage du préfixe que les leçons du virus Covid-19 – son origine, sa diffusion, ses dommages humains et non humains, le séisme économique, politique, social qu'il a déclenché – commandent d'écarter. *Re*-penser, *re*-lancer, *re*-partir, *re*-construire, est obsolète, incompatible avec l'entrée en « résistance climatique », et annonce une partition dystopique. Penser nouveau, lancer inédit, partir neuf, construire singulier, est indispensable et doit

cimenter un projet de civilisation éclairé. Et à cette quête, c'est un autre préfixe qui s'impose : *co*. Pour *co*-opération, *co*-llaboration, *co*-opétition, *co*-innovation, *co*-évolution. Et *confiance*, l'item le plus cardinal, le plus souffreteux aussi – comme l'incarne chaque étude d'opinion mesurant le niveau de... défiance des Français envers leurs institutions. « La coopération est le seul véritable antidote à la pandémie », a raison de proclamer l'historien Yuval Noah Harari (2020), comme en écho à Pascal Picq. Elle est un sérum à l'abdication. Et si « la » démocratie est utile pour *re*-démarrer, une « autre démocratie » est indispensable pour *co*-construire, pour dessiner un « horizon d'espérance » et « habiter autrement le monde » comme y convie la philosophe Corine Pelluchon (2020).

La pierre angulaire politique est donc cette « autre démocratie » qui prendrait au mot l'engagement emphatique mais sans risque du chef de l'État prononcé le 13 avril : « Sachons, dans ce moment, sortir des sentiers battus, des idéologies et nous réinventer. Moi, le premier. Il y a dans cette crise une chance de nous ressouder, éprouver notre humanité, bâtir un autre projet. » Cette « autre démocratie », ou plutôt cette *démocratie autre*, cathartique, serait sensible au principe, conceptualisé par Jean Jaurès, d'« évolution révolutionnaire », c'est-à-dire une « société du commun » que l'économiste Hervé Defalvard (2020) résume à « construire en commun une vie bonne pour tous ». Cette *démocratie autre* s'emploierait à museler l'un de ses plus nocifs spectres : l'*infix*, qui propage le mensonge, le conspirationnisme et le complotisme dans les cerveaux les plus vulnérables (jeunes, issus de classes sociales modestes, disposant d'un bagage éducationnel et socio-culturel médiocre). Cette *démocratie autre* cornaquerait l'édification d'un nouvel État, échafaudé, comme y souscrit le sociologue Serge Guérin, *avec* les Français et non plus *pour* les Français, un État et des Français en confiance réciproque, un État responsable et responsabilisant. Responsable, c'est-à-dire raisonnable, cette *démocratie autre* le serait elle-même, afin de calmer l'*ardeur irréaliste*, inhérente à une contemporanéité devenue dramatiquement émotionnelle, manichéenne et moralisatrice. En effet, avenir et espoir, avenir et espérance, sont indivisibles, ils ensemencent,

fleurissent ou meurent indissociablement. L'impossibilité d'avenir anéantit l'espoir, l'incapacité d'espérer obstrue l'avenir. Espérer se transformer et espérer la transformation du monde nécessite donc que l'espoir ne soit pas fantasme, fiction. « Il faut espérer mieux, c'est-à-dire sans illusion, en façonnant un espoir lucide, conscient des risques, capable d'endurer l'incertitude, l'attente, les échecs éventuels. Un espoir instruit, réfléchi, travaillé, pas seulement émotif et spontané », recommande le philosophe Roger-Pol Droit. Cette *démocratie autre* doit donc aider à *apprendre à espérer*.

Cette *démocratie autre* conjugueraient de nouveaux équilibres, « entre État et marché, liberté et sécurité, droits individuels et intérêt collectif, résilience des nations et construction d'un ordre international », escompte Nicolas Baverez. Elle serait centrale dans la gouvernance des entreprises, afin que la répartition des pouvoirs entre les actionnaires, le management et les collaborateurs profite équitablement aux parties prenantes et à « l'œuvre collective », et enlumine la « raison d'être » partagée. Elle consacrerait une phase inédite de décentralisation des responsabilités, mettant en valeur les stratifications relais (élus, corps intermédiaires, associations, collectifs) et motivant la liberté de créer et d'expérimenter « localement ». Celle consacrée au climat et réunissant cent cinquante contributeurs au printemps fit la démonstration de leur efficacité : les conventions citoyennes prospéreraient. En effet, cette démocratie « du bas » constitue un puissant complément et allié de la démocratie représentative, qu'elle dote d'arguments légitimateurs grâce auxquels ses instances peuvent légiférer sans perdre l'autorité politique.

Comme le suggère Jo Spiegel, cette *démocratie autre* ne serait ni participative – passive et démagogique – ni providentielle – clanique et infantilissante. Elle aurait pour ambition d'élever l'individu au rang de citoyen, invité à co-élaborer son avenir et l'avenir de tout autre citoyen, à confectionner son devenir grâce à et au profit de chaque autre citoyen, dans une dynamique de réciprocité honorant responsabilité et solidarité, individualité et altérité. Cette démocratie inclusive serait continue, elle mettrait

fin au fonctionnement toujours circonstanciel, émiétté, morcelé de la démocratie représentative, elle stimulerait un exercice permanent et non plus intermittent de la citoyenneté. Cette démocratie de projet serait exigeante et émancipatrice, elle aurait pour base des territoires reconfigurés – à « hauteur d'hommes », articulant personne et collectif, civique et politique, local et global – qui forment des communautés de destins, elle rassemblerait autour d'un dessein partagé jumelant pacte civique et pacte écologique, elle hybriderait *Je* et *Nous* grâce au principe de « reliance du singulier et de l'universel ». Singulier et universel... Sanctuariser la singularité de soi, et donc celle de tout autre – ce dernier étant chacun de ceux qui nous ont précédés, qui sont nos commensaux, qui nous succéderont –, au profit d'un avenir qui dépasse la finitude de ceux qui se consacrent à l'embellir. Un *Universel* sanctifiant chaque *Particulier*. Cette *démocratie autre* aurait sûrement séduit Aimé Césaire, disciple d'un « universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers » (Césaire, 2013 [1956]). Elle ouvre, sans conteste, à la « fraternité de la nuit » pressentie par Jean Ziegler (2018).

Au final, peut oser son pair Jean Viard : « Cette grande pandémie peut être notre chance. »

Le sociologue Michel Wieviorka le promet : d'une *démocratie autre* de « coconstruction », à la réflexion de laquelle contribuent ces évocations, pourrait jaillir la possibilité de *penser autrement* pour *bâtir autre chose*. L'électrochoc attendu par Gilles Boeuf, Claude Alphandéry l'espère également. « Les circonstances, si extraordinaires, de l'événement pandémique sont de nature à le provoquer. » Il signifie certes *penser autrement* et *bâtir autre chose*, il signifie aussi *être différemment*. Les contributions de l'ouvrage font œuvre maïeutique, elles ne prétendent pas à la *transformation de la planète*, mais, modestement, à nourrir le prérequis de cette utopie, inaccessible et pourtant cardinale : la *transformation des consciences déterminées à la conduire*.

S'invite alors dans ma mémoire, plus encore dans mon âme, mon ami Sam Braun [1927-2011]. De retour du camp d'extermination d'Auschwitz en 1945, après une longue errance sur les routes assassines d'Europe centrale, il s'emmure dans le silence. Suivent quarante années de mutisme total sur l'inommable supplice physique, l'inommable calvaire psychique, l'inommable mutilation affective, que lui avait infligé l'inommable barbarie nazie. Une geôle, pire : une géhenne, dont il est incapable de s'échapper. Primo Levi et quelques autres ont essayé très tôt de raconter le fardeau, d'exorciser le fantôme, pour espérer s'en délivrer – *Si c'est un homme* fera l'objet d'une première publication, confidentielle, en 1947 –, Sam, comme beaucoup d'autres rescapés du martyre, ne le peut ; son bouleversant récit sur l'Holocauste, *Personne ne m'aurait cru alors je me suis tu*, paraîtra en 2008. Quarante années, donc, de mutisme jusqu'à la révélation, la libération. Un matin, devant sa glace, il écarte les barreaux qui encageaient sa mémoire et séquestraient sa parole, il prend conscience qu'il doit, pour lui-même, qu'il a le devoir, pour les autres, de *dire*. « Maintenant, je fais quoi ? » « se » convoque-t-il. Dès lors, jusqu'au plus loin que l'autorisera son corps pour toujours meurtri, il arpentera inlassablement les classes de collèges et de lycées pour porter, pour *passer* la mémoire de la Shoah dans la mémoire de la jeunesse. À mon tour, à notre tour, de se demander, les yeux dans ses yeux, les yeux dans les yeux, au seuil de l'immense défi civilisationnel et humaniste révélé par l'anatomie de la pandémie : « Maintenant, je fais quoi ? »